

ÉCONOMIE POLITIQUE DU MONDE CONTEMPORAIN

- CPGE
- Université
- Concours

Sous la direction de Nicolas Nekourouh

PERSPECTIVES



ellipses

Histoire des faits économiques et sociaux depuis la Révolution industrielle (années 1780-1973)

Lucie Rondeau du Noyer

Lorsque l'expression « Révolution industrielle » est écrite avec une majuscule, elle désigne un **phénomène unique** que l'historien David Landes a décrit en 1969 comme le « *premier exemple historique d'une rupture avec une économie agraire et artisanale et d'un passage à une économie dominée par l'industrie et par la fabrication mécanique* ». Depuis le XIX^e siècle, les chercheurs en sciences sociales considèrent que cette Révolution a eu lieu en **Angleterre** et qu'elle a débuté **dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle**. Ils ont en revanche beaucoup débattu pour savoir s'il était légitime d'étendre cette notion dans le temps et dans l'espace.

Malgré la modernisation de son économie pendant le Second Empire (1851-1870), **la France demeure par exemple un pays agraire pendant tout le XIX^e siècle**. Des calculs rétrospectifs permettent d'estimer qu'en 1872, 69% de la population française était rurale et 51% des ménages y vivaient de l'agriculture. C'est pourquoi la plupart des économistes, sociologues et historiens préfèrent parler de l'**industrialisation** de la France plutôt que d'affirmer qu'il y a eu une révolution industrielle française.

En fondant sa périodisation sur les évolutions techniques de différents secteurs de l'industrie, l'historien Fabrice Bensimon considère que la Révolution industrielle en Angleterre débute dans les années 1780 et s'achève vers 1851. **Dans les années 1780**, les machines à filer le coton se multiplient dans les usines textiles anglaises. L'adoption à large échelle des **inventions** techniques de James Hargreaves (*spinning jenny*) et de Richard Arkwright (*water frame*) les transforme en **innovations** puisque l'usage de ces machines recompose la hiérarchie mondiale des producteurs de cotonnades en faveur des industriels anglais.

Au cours de cette même décennie 1780, Edmund Cartwright perfectionne à plusieurs reprises sa machine à tisser le coton de façon semi-automatique. En 1789, il devient possible d'actionner cette machine à tisser grâce à la machine à vapeur que James Watt a brevetée en 1769. Au XIX^e siècle, le développement de la navigation à vapeur et des locomotives conduit à la première application à grande échelle de cette machine que Watt commercialise avec son associé Matthew Boulton depuis 1776. Du fait de l'essor conjoint en Angleterre des sociétés de chemin de fer, des banques commerciales et de l'industrie sidérurgique, la croissance économique mondiale s'accélère dans les années 1830. **En 1851, l'Angleterre victorienne est au sommet de sa puissance industrielle.** Pour mettre en scène sa supériorité textile et ferroviaire, elle convie à Londres les autres nations industrialisées à l'occasion de la **première exposition universelle** « des travaux de l'industrie ».

Entre les années 1780 et 1850, les domaines de « l'économique » et du « social » adoptent également les contours qu'ils ont conservés jusqu'à aujourd'hui. Cela ne signifie pas, bien sûr, que l'histoire des sociétés préindustrielles est dénuée de phénomènes qui peuvent être considérés rétrospectivement comme des « faits économiques et sociaux » à étudier avec les outils des sciences sociales contemporaines.

Depuis la publication de l'ouvrage collectif *Commerce et marché dans les anciens empires* en 1957, **Karl Polanyi** a défendu une **approche substantiviste** de « l'économique ». Cette démarche cherche à étudier comment chaque société humaine noue avec son environnement des interactions qui lui permettent de satisfaire les besoins de ses membres. Depuis la fin du XVIII^e siècle, l'existence de cette **économie substantive** a été obscurcie par l'émergence d'une approche formelle de l'économie. Celle-ci présuppose qu'il est naturel que l'homme se comporte comme un acteur maximisant l'usage de ressources disponibles en quantité limitée. Selon Polanyi, cette économie formelle accompagne la marchandisation de la terre, du travail et de la monnaie ainsi que le développement d'une société de marché. Polanyi nomme « **désencastrement** » l'idée qu'un **marché autorégulateur** serait capable de fonctionner indépendamment du reste de la société. En naturalisant la fiction selon laquelle les ressources naturelles, la force de travail et la monnaie de crédit sont des marchandises comme les autres, la théorie économique classique contribue à ce désencastrement.

Quant à **l'invention du social**, l'historien et sociologue de la ville Jacques Donzelot estime dans un essai de 1984 qu'elle remonte en France à la période de la **Deuxième République** (1848-1852). Héritiers revendiqués des idéaux des révolutions de 1789, de juillet 1830 et de février 1848, les dirigeants de cette jeune République vont néanmoins ordonner en juin 1848 le massacre d'ouvriers parisiens qui manifestaient contre la fermeture des ateliers nationaux censés leur garantir le droit au travail en temps de crise économique.

Il apparaît ainsi violemment que l'instauration du suffrage universel masculin ne suffit pas à résoudre la « **question sociale** » qui peut se formuler ainsi : comment améliorer la condition de la classe ouvrière et des autres groupes touchés par les coûts sociaux

désastreux du capitalisme industriel ? Selon Donzelot, c'est en investissant la notion de **solidarité** que les intellectuels et les hommes politiques français de la Troisième République (1870-1940), comme le sociologue Émile Durkheim et l'homme politique Léon Bourgeois, vont parvenir à **légitimer une intervention sociale de l'État**, au-delà du champ du droit civil et des libertés politiques.

À l'échelle continentale, le sociologue **Robert Castel** estime qu'il faut un siècle aux sociétés ouest-européennes, entre les années 1850 et les années 1950, pour résoudre cette question sociale. La lente construction des **États sociaux** va permettre de transformer le **salariat**, synonyme d'extrême précarité au début du XIX^e siècle, en **statut protecteur** pour les citoyens non-proprétaires.

1. Trois conseils pour progresser en histoire économique

1. Pour se familiariser avec le vocabulaire et les grands débats de l'histoire économique contemporaine, l'essai de **Paul Bairoch** *Mythes et paradoxes de l'histoire économique* est un bon point de départ.
2. Pour se constituer une liste d'exemples historiques précis et mis en lien avec l'actualité, il est utile de consulter régulièrement **les articles de Romaric Godin** (journaliste à *La Tribune* puis à *Mediapart*) et de **Gérard Vindt**, enseignant en classes préparatoires et responsable de la rubrique « Histoire » d'*Alternatives économiques*.
3. Pour se tenir au courant de l'actualité économique (et pratiquer son anglais), il est possible de lire **la newsletter éditée par Adam Tooze**, historien très prolifique (y compris sur les réseaux sociaux).

I. Causes et conséquences de la Révolution industrielle (années 1780-années 1860)

1. Révolution industrielle et histoire des sciences sociales (XIX^e-XX^e siècles)

Depuis deux siècles, la Révolution industrielle est l'une des questions les plus étudiées par les différentes sciences sociales. Selon Tony Wrigley, expliquer l'enclenchement au cours du XVIII^e siècle d'une **croissance industrielle cumulative** qui a sorti l'Angleterre de l'**état stationnaire** caractéristique des sociétés préindustrielles est même la *raison d'être* des historiens-économistes. En dépit des nombreuses crises enregistrées depuis le milieu du XVIII^e siècle en Europe occidentale et en Amérique du Nord, pourquoi le niveau de production n'y est jamais retombé plus bas qu'en 1750 ? Les hypothèses pour rendre compte de cette **croissance** sont nombreuses et parfois incompatibles. Il en va de même pour les théories cherchant à expliquer la rapidité avec laquelle, dans l'Angleterre d'avant 1850, l'industrie a été mécanisée, la main-d'œuvre concentrée dans des unités

de production élargies et le capital accumulé. Exposer chronologiquement les principales théories consacrées à la Révolution industrielle permet donc de présenter à grands traits quels paradigmes se sont succédé pour éclairer l'histoire des faits économiques.

Selon Julien Vincent, historien des sciences morales et politiques, le terme de « révolution industrielle » apparaît dans l'espace francophone sous la Restauration (1815-1830) à l'occasion d'un débat autour des conséquences du machinisme sur l'emploi industriel. Alors que **Jean-Baptiste Say** affirme que du fait de la « loi des débouchés », la mécanisation de l'industrie est nécessairement synonyme de progrès et de prospérité, **Jean de Sismondi** estime au contraire que les « révolutions d'industrie » sont à l'origine de graves dysfonctionnements politiques.

Quelques années plus tard, sous la Monarchie de Juillet (1830-1848), l'économiste **Adolphe Blanqui** est l'un des premiers à dresser un parallèle explicite entre la Révolution française et la Révolution industrielle anglaise. Il manifeste l'espoir, courant chez les **libéraux** de son époque, que la technique et l'industrie peuvent contribuer à restaurer la paix sociale dans une Europe alors rudement éprouvée par ce que l'historien britannique E. J. Hobsbawm nomme « l'ère des révolutions » européennes, entre 1789 et 1848. Pour certains, cet espoir prend même une dimension religieuse, comme en atteste le *Catéchisme des industriels* publié en 1823-1824 par **Saint-Simon**, fervent défenseur de l'**industrialisme**.

Alors même que le terme de « révolution industrielle » se retrouve couramment sous la plume d'intellectuels francophones et germanophones dans la première moitié du XIX^e siècle, il faut attendre 1884 pour que cette expression soit popularisée en anglais, grâce à la publication posthume des *Lectures on the Industrial Revolution in England* d'**Arnold Toynbee**. Il est possible que cet économiste très engagé socialement ait emprunté l'expression « *Industrielle Revolution* » à deux œuvres majeures du socialisme allemand : *La Situation de la classe ouvrière en Angleterre en 1844* de **Friedrich Engels** et le livre I du *Capital* de **Karl Marx**.

2. Marx, observateur et théoricien de la Révolution industrielle

Consacré à la machinerie et à la grande industrie, le chapitre 13 du livre I du *Capital* a pour objectif de décrire comment des machines produites par d'autres machines se sont retrouvées à la base du processus de production en Angleterre. Certaines convictions exprimées par Marx en 1867 sont confirmées par l'historiographie actuelle de la Révolution industrielle.

Pour Marx, la **Révolution industrielle n'est pas une révolution énergétique**. Celle-ci débute grâce à la mise au point de machines-outils modernes, c'est-à-dire automatiques et produites par d'autres machines-outils. Du point de vue de la « grande industrie », **Henry Maudslay** (1771-1831), ancien ouvrier mécanicien et concepteur d'un tour à fileter, aurait donc joué un rôle plus décisif que James Watt, inventeur d'une machine à vapeur dotée d'un condensateur séparé.

Comme Marx, les historiens du travail se sont appliqués à démontrer que la Révolution industrielle a d'abord reposé sur une exploitation sans précédent de la force humaine et animale. Dans un long article de 1977, le marxiste britannique Raphael Samuel rappelle que la croissance industrielle de l'Angleterre victorienne repose en partie sur des emplois intensifs en travail et énergivores. « L'âge de la vapeur » n'aurait pas été possible sans l'exploitation des esclaves états-uniens qui ramassent le coton, des mineurs qui abattent le charbon à la main pendant tout le XIX^e siècle et des marins et dockers qui transbordent les matières premières et les produits manufacturés. Le rôle de la traction animale dans le transport de ces biens sur des petites distances est également mis en avant par l'histoire des animaux qui se développe depuis les années 1980. Dans un ouvrage paru à la rentrée 2023, François Jarrige expose comment l'industrialisation de l'Europe a même intensifié la mise au travail des animaux. L'historien affirme que le recours à ces « moteurs animés » n'a pas décliné en Europe avant le XX^e siècle.

Comme le rappelle Christine MacLeod, historienne spécialiste des liens entre propriété intellectuelle et Révolution industrielle, **Marx n'est pas dupe de l'exceptionnalité revendiquée par les grands inventeurs et entrepreneurs de la Révolution industrielle**. Il estime par exemple que le génie de Watt est moins technologique que social. Contre toutes les évidences matérielles et historiques, l'associé de Boulton est parvenu à convaincre ses contemporains et les générations suivantes que sa machine motrice à vapeur constituait le principe général de la grande industrie. À l'égard d'Arkwright, autre héros de la Révolution industrielle, Marx se révèle plus sévère et ironique : « *De tous les grands inventeurs du XVIII^e siècle, il est sans contredit le plus grand voleur des inventions d'autrui* ».

Tout au long du chapitre 13, Marx souligne que **la concentration des ouvriers dans des grandes usines mécanisées est un choix socio-politique permis par la Révolution industrielle** plutôt qu'une décision rationnelle des entrepreneurs fondée sur un arbitrage technologique et économique. Marx confère à la machinerie le statut de base technique révolutionnaire car elle permet aux capitalistes de séparer les travailleurs de leurs outils de travail.

Sur le plan de l'organisation du travail, la Révolution industrielle constitue donc une rupture importante. Elle remplace les formes d'exploitation artisanale et manufacturière par l'exploitation mécanisée. Contrairement au travailleur de la manufacture, l'ouvrier de la grande industrie ne peut plus se rattacher à un « principe subjectif de la division » du travail. À mesure que les sciences appliquées progressent, c'est désormais la **technologie** qui règle, de manière « objective » et depuis l'extérieur, l'organisation du processus de production. Ce recours à la technologie place l'ouvrier dans une position contradictoire. Il est à la fois **déqualifié** par l'automatisation de ses outils et contraint à la **polyvalence** pour s'adapter aux ajustements constants du processus de production que les capitalistes justifient désormais en invoquant de la science.

Importateur de la notion de « révolution industrielle » dans la langue et dans l'univers universitaire anglais, **Toynbee** en propose **une lecture apocalyptique**. Professées au milieu de la **Grande Dépression** (1873-1896), première crise capitaliste à caractère international, ses conférences sur la Révolution industrielle mettent surtout en avant que l'application du machinisme à grande échelle a constitué une catastrophe sociale pour les ouvriers anglais.

Après la Première Guerre mondiale, la Révolution industrielle devient l'un des éléments constitutifs de l'identité britannique. Certains historiens de l'économie s'attachent alors à nuancer l'interprétation catastrophiste de la Révolution industrielle portée depuis des décennies par les intellectuels romantiques et socialistes. Dans l'entre-deux-guerres, l'historien libéral **John Clapham** cherche ainsi à prouver statistiquement que la Révolution industrielle correspond à une période d'augmentation des salaires et des niveaux de vie pour la plupart des ouvriers anglais. Cette **présentation optimiste** des effets de la Révolution industrielle est violemment combattue dans la deuxième moitié du xx^e siècle par les historiens marxistes liés au Parti communiste britannique, comme **Hobsbawm** et **Edward P. Thompson**.

Après la Seconde Guerre mondiale, la **théorisation de la Révolution industrielle prend un tournant résolument quantitatif**. Les économistes et les historiens espèrent retirer de leurs études des résultats pour prémunir les États développés contre les erreurs économiques qui ont conduit à la **longue crise des années 1930** puis à **l'effondrement économique de l'Europe entre 1939 et 1945**. En étudiant ce qu'ils nomment désormais la « première révolution industrielle », universitaires et experts cherchent également des solutions concrètes aux problèmes de sous-développement que rencontrent, à l'époque de la **décolonisation**, un nombre croissant de nouveaux États.

Après 1945, la **Révolution industrielle est avant tout appréhendée comme le début d'un processus de croissance continue et d'une période d'augmentation ininterrompue de la productivité**. Les économistes et les historiens s'attellent à reconstruire rétrospectivement des séries statistiques en se servant des outils de la **comptabilité nationale alors en plein développement**. Issus de cette approche macroéconomique de la Révolution industrielle, les ouvrages du britannique **Nicholas Crafts** et les travaux menés en France sous la conduite d'**Ernest Labrousse** font date. Ils correspondent, des deux côtés de la Manche, à un **âge d'or de l'histoire quantitative**.

L'effet d'entraînement de la croissance accélérée des secteurs mécanisés de l'industrie anglaise sur le reste de l'économie britannique est confirmé par les outils de la macroéconomie contemporaine, ce qui peut servir de fondement historique aux politiques de développement industrialistes en vogue après 1945. Les mêmes outils aboutissent cependant à nuancer d'autres aspects de la vision optimiste de la Révolution industrielle. D'une part, les revenus réels n'ont pas beaucoup progressé en Angleterre avant les années 1840. D'autre part, les reconstructions du taux de croissance au siècle précédent conduisent le jeune Bairoch à remettre en cause, dans un article de 1962, « *le mythe de la croissance économique rapide au XIX^e siècle* ».

Ces nuances statistiques n'empêchent pas l'apparition, pendant les années 1960, de **réécrits cherchant à concurrencer la théorisation marxiste de la Révolution industrielle**. Alors que les tensions liées à la guerre froide connaissent un regain, l'économiste états-unien **Walt W. Rostow** affirme malicieusement que son étude de 1960 sur les étapes de la croissance économique peut se lire comme « **un manifeste non communiste** ». Écrivant à une époque où la haute croissance et les gains de productivité sont devenus la norme, Rostow se concentre avant tout sur la deuxième et la troisième étapes de la croissance : **quelles sont les conditions préalables** grâce auxquelles une **société traditionnelle** s'éloigne de son état de stagnation ? À partir de ces conditions préalables, quelle(s) variable(s) macroéconomique(s) permet(tent) **le décollage (take-off)** d'une société, c'est-à-dire l'enclenchement d'un **progrès économique** qui aboutit finalement à la consommation de masse ? Connaisseur des thèses d'Arthur Lewis sur le développement économique, Rostow cherche à rendre compte du décollage économique des sociétés en étudiant **le rapport entre taux d'investissement et revenu national**.

L'échec de nombreuses politiques de développement et la crise économique des années 1970 contribuent à la remise en cause du modèle rostowien de la croissance économique. Ce changement de contexte économique renouvelle également les grilles d'analyse de la Révolution industrielle. Pour rendre compte de la coexistence en Angleterre avant 1750 d'une croissance discontinue et d'évolutions majeures dans la structure démographique et sociale du pays (urbanisation, développement de la consommation), historiens et économistes font l'hypothèse que **certains facteurs de production y étaient périodiquement sous-employés**. La crise pétrolière conduit aussi les chercheurs à étudier plus en détail les déterminants énergétiques de la Révolution industrielle. En 1982, l'historien allemand **Rolf Peter Sieferle** estime que la rareté relative du bois, la cherté de son transport et la présence d'une « forêt souterraine » constituée de larges réserves de charbon en Angleterre expliquent en partie son avance industrielle sur le Continent. Le point commun de ces approches renouvelées est d'étudier les déterminants de la croissance et le développement économique de l'Angleterre **en amont de la borne chronologique des années 1780** que nous avons retenue comme décennie de départ de la Révolution industrielle.

Pourtant, la Révolution industrielle a été perçue et décrite par les acteurs qui l'ont vécue comme une accumulation de ruptures techniques, sociales et culturelles. Dans un article de 1992, **Maxine Berg et Pat Hudson** estiment qu'il est temps de « **réhabiliter la Révolution industrielle** » dont l'importance historique et sociale aurait été trop minorée par les sciences sociales depuis 1945. Les deux autrices critiquent une historiographie devenue « **gradualiste** » à force de se focaliser sur la reconstruction d'indicateurs macroéconomiques, tels que le niveau agrégé de production industrielle, le PIB ou la productivité. Partisanes d'une conceptualisation multidimensionnelle de la Révolution industrielle, elles refusent d'assimiler le changement historique au seul rythme de la croissance.

Berg et Hudson se livrent ainsi à une **critique détaillée des différents indicateurs mobilisés dans les études macroéconomiques** sur la Révolution industrielle. Elles soulignent à plusieurs reprises que les indices construits pour rendre compte de l'évolution des salaires et de la productivité au moment de la Révolution industrielle présentent des **biais de genre et d'âge**. S'ils reflètent correctement la situation des ouvriers hommes et adultes, ils ne permettent pas d'éclaircir les effets du recours grandissant au travail des femmes et des enfants sur le développement économique de l'Angleterre. Or, il n'existe pas de lien évident et univoque entre ces deux phénomènes. D'un côté, l'existence d'une large réserve de main-d'œuvre peu coûteuse peut inciter à ne pas investir dans des innovations technologiques. De l'autre, Berg et Hudson rappellent que certaines machines de la grande industrie ont été spécialement conçues pour être actionnées par des mains d'enfants. Cet exemple suffit à démontrer que tout raisonnement consacré à la Révolution industrielle ne peut pas uniquement reposer sur les théories de la croissance et les modèles économiques conçus dans la deuxième moitié du xx^e siècle.

Une décennie plus tard, l'historien français **Pierre Gervais** propose, en 2004, de renouveler la compréhension des origines de la Révolution industrielle aux États-Unis en l'étudiant avant tout comme une **rupture sociale**. La première tâche de l'historien est alors de comprendre le **délitement des relations de travail préindustrielles**, au sein desquelles les producteurs de biens et les grands négociants étaient liés par des relations marchandes plutôt que par un rapport salarial. Cette démarche suppose d'étudier comment, avant l'émergence de la grande industrie, des négociants sont progressivement devenus des entrepreneurs dans le domaine industriel. En étudiant les sociétés des chemins de fer du New Jersey entre 1800 et 1850, Gervais montre que bien avant de recourir à des raisonnements fondés sur le profit ou à des techniques d'organisation scientifique du travail, les entrepreneurs états-uniens se sont d'abord préoccupés de mettre en place des contrats de travail caractéristiques du salariat moderne. Comprendre le capitalisme industriel nécessite donc d'étudier toutes les transformations économiques et sociales qui ont eu lieu entre le milieu du xvii^e siècle et le xix^e siècle. Les historiens et les sociologues du capitalisme ont pris l'habitude de nommer cette période « âge du commerce » ou époque du « capitalisme commercial ».

2. Expliquer la Révolution industrielle : hypothèses concurrentes ou théories complémentaires ?

a. Les débats sur les origines de la Révolution industrielle

Pour les théoriciens se réclamant du marxisme, l'apparition du salariat et la Révolution industrielle ont été précédées et financées par un processus qu'ils nomment « **accumulation primitive du capital** ». Dans les derniers chapitres du livre I du *Capital*, Marx affirme qu'en Angleterre, cette accumulation procède à la fois **du commerce colonial, du mouvement des *enclosures*** (c'est-à-dire de la privatisation de terres auparavant exploitées comme des biens communs) **et de la révolution agricole**.